

# Observatoire de l'Arctique

## *Bulletin mensuel*

HERVÉ BAUDU – ÉMILIE CANOVA – MICHAEL DELAUNAY –  
LOUIS DOUCET – CAMILLE ESCUDE-JOFFRES – TANGUY SANDRE –  
ALEXANDRE TAITHE (coord.) – JULIA TASSE – JEAN-PAUL VANDERLINDEN –  
FLORIAN VIDAL – MAGALI VULLIERME



**AIRBUS**

Analyse de données satellitaires



# SOMMAIRE

<b>AMÉRIQUE DU NORD – GROENLAND/DANEMARK – ISLANDE .....</b>	<b>3</b>
<b>NORVÈGE – SUÈDE – FINLANDE – RUSSIE .....</b>	<b>5</b>
<b>ÉTATS OBSERVATEURS ET UNION EUROPÉENNE .....</b>	<b>6</b>
<b>INSTITUTIONS ARCTIQUES – RÉGULATIONS ENVIRONNEMENTALES – ENJEUX JURIDIQUES ..</b>	<b>7</b>
<b>QUESTIONS MILITAIRES, INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES .....</b>	<b>8</b>
<b>PUBLICATIONS DES INSTITUTS DE RECHERCHE.....</b>	<b>9</b>
<b>TRAFIC MARITIME – SÉCURITÉ MARITIME.....</b>	<b>11</b>

## **Contributeurs :**

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande : Jean-Paul Vanderlinden (CEARC), Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC)

Bloc Nordique et Russe : Florian Vidal (UiT – The Arctic University of Norway), avec Hervé Baudu (ENSM)

Bloc États Observateurs et UE : Alexandre Taithe (FRS), Louis Doucet (FRS)

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques : Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel : Alexandre Taithe (FRS), Louis Doucet (FRS), avec Hervé Baudu (ENSM)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime : Hervé Baudu (ENSM)

---

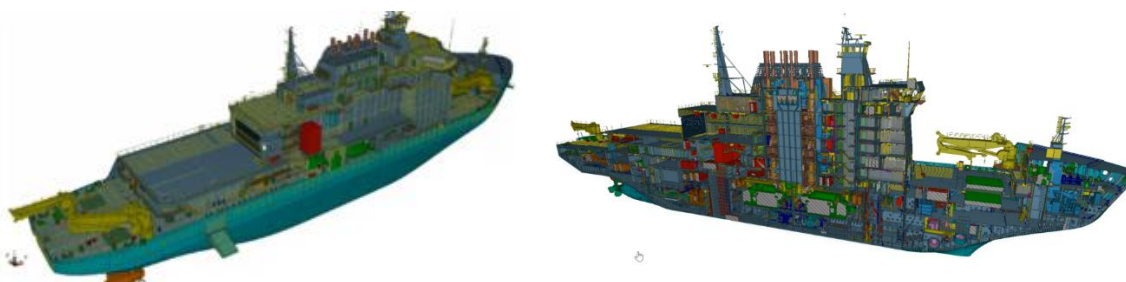
## Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

---

Aux **États-Unis**, pour la première fois depuis la Seconde guerre mondiale, le département de la Défense américain va financer le développement de l'extraction privée de minerais stratégiques au Canada aux côtés de Ressources Naturelles Canada à hauteur de 32,5 millions de dollars. Cette décision a été annoncée par le Président Biden lui-même et est possible grâce à l'existence du *U.S. Defense Production Act* (DPA) voté en 1950. Les bénéficiaires en seront l'entreprise Fortune Minerals Ltd. qui projette d'exploiter du bismuth et du cobalt dans les Territoires du Nord-Ouest ; ainsi que l'entreprise Lomiko Metals Inc., qui veut extraire du graphite dans une mine située au Québec. **Ces financements visent à assurer la souveraineté d'approvisionnement des États-Unis et du Canada dans le domaine des minerais stratégiques**, secteur que la Chine domine ([Eye on the Arctic](#), 17 mai 2024 ; [CBC](#), 26 mai 2024).

Selon les informations d'un rapport à paraître du *Congressional Budget Office*, ainsi que du *Congressional Research Service* et du *Government Accountability Office*, **la livraison du premier brise-glace américain ou Polar Security Cutter (PSC) n'est pas espérée avant 2030** (contre 2024 initialement), et alors qu'une nouvelle évaluation financière estime désormais le coût de construction des trois brise-glace lourds PSC à 5 milliards de dollars (contre 2 milliards initialement). Ceci a été révélé lors d'une audition à la Chambre des représentants au sein du *Subcommittee on Transportation and Maritime Security*, lié au *Committee on Homeland Security*. Malgré les recommandations, les Coast Guard américains vont commencer la construction du *Polar Cutter* avant de finaliser leur conception. Une audience du Congrès sur l'état du programme [Polar Security Cutter](#) des Coast Guard a révélé des défis de conception persistants et peu de certitude quant aux délais. Les Coast Guard espèrent commencer la construction du premier brise-glace polaire avant la fin de l'année ([GCaptain](#), 8 mai 2024 ; [GAO](#), 7 mai 2024 ; [Alaska Public Media](#), 7 mai 2024 ; [Homeland Security Committee](#), 7 mai 2024 ; [Congressional Research service](#), 22 mai 2024 ; [HighNorthNews.com](#), 30 mai 2024).

Au **Canada**, Seaspan Shipyards, une compagnie basée à Vancouver, a publié des modélisations 3D et caractéristiques **des nouveaux brise-glaces lourds de la Garde-côtière canadienne**. Résistant à des températures allant jusqu'à  $-50^{\circ}\text{C}$ , ces navires seront destinés à l'ouverture des voies navigables dans le Haut-Arctique, à la recherche, aux efforts humanitaires et aux opérations de recherche et de sauvetage. Ces navires pourront naviguer toute l'année ([CBC News](#), 5 juin 2024). La conception fonctionnelle du navire est maintenant terminée à plus de 70% et la modélisation 3D du navire est bien avancée, ouvrant la voie à Seaspan pour découper la première tôle sur le navire amiral de la flotte de brise-glace de la Garde côtière canadienne avant la fin de l'année. Le brise-glace lourd de classe glace IACS PC2 a un déplacement prévu de 26 036 T, mesurera 158 m de long et 28 m de large. Il sera propulsé par 2 Azipods d'une puissance installée de 40 MW ([Seaspan.com](#), 30 mai 2024).



En parallèle de l'accord historique avec les États-Unis au profit de Fortune Minerals Ltd (voir ci-dessus), plusieurs experts alertent sur les risques de voir des entreprises étrangères investir dans les mines canadiennes, en particulier les entreprises chinoises qui semblent être les seules à avoir la capacité financière ([Eye on the Arctic](#), 29 avril 2024).

Face aux coupures de télécommunications fréquentes, notamment lors des incendies ce qui peut gêner la coordination des secours ([Eye On the Arctic](#), 17 mai 2024), Starlink est devenue un outil incontournable ([Eye on the Arctic](#), 6 mai 2024). Et certaines communautés continuent de souffrir du manque d'eau potable ([CBC News](#), 16 mai 2024 ; [Eye On the Arctic](#), 23 mai 2024 ; [CBC News](#), 30 mai 2024).

Après avoir reçu une fin de non-recevoir de la part de la présidence suédoise du Conseil Nordique quant à la demande de participation pleine du **Groenland**, des îles Féroé et Åland, Múte B. Egede, **le Premier ministre groenlandais a mis en suspens sa participation au Conseil Nordique et au Conseil des Ministres nordiques** jusqu'à ce que « *le respect mutuel et l'égalité* » soient rétablis ([Naalakkarsuisut](#), 7 mai 2024). Le Premier ministre groenlandais a précisé : « *Je ne peux pas continuer à participer à des événements où il y a de la discrimination entre les participants.* » ([Sermitsiaq](#), 8 mai 2024). Pour rappel, le Conseil Nordique (N5) regroupe le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande et l'Islande. En 2023, la présidence islandaise avait invité les N8 (N5 + le Groenland, les îles Féroé et Åland) au sommet estival ([Altinget](#), 2 mai 2024). **Ce boycott groenlandais doit être compris à la lumière de la nouvelle stratégie étrangère, de sécurité et de défense** « *Greenland in the world – nothing about us, without us* », dans laquelle le Groenland entend jouer un rôle prédominant dans les instances de gouvernance régionale (cf. bulletin n°13). Plus tôt, la demande pour plus d'égalité au sein du Conseil Nordique formulée par les îles Féroé avait été sèchement rejetée ([Altinget](#), 2 mai 2024). À ce sujet, les îles Féroé ont voté leur nouvelle stratégie arctique dans laquelle est réaffirmée la volonté « *d'obtenir une voix indépendante dans toutes les organisations et tous les domaines de coopération concernés* » ([Eye on the Arctic](#), 13 mai 2024). Par contraste à la situation au sein du Conseil Nordique, la récente visite d'Ursula von der Leyen aux îles Féroé et au Groenland, et la future présidence danoise du Conseil de l'UE en 2025, augurent d'un renforcement de leur coopération avec l'Union Européenne ([Altinget](#), 29 avril 2024). Sur le plan régional, le Groenland pourrait aussi bénéficier d'un rôle accru au sein du Conseil de l'Arctique, lorsque le Danemark en prendra la présidence tournante en 2025 ([High North News](#), 14 mai 2024).

La question des matières premières et des terres rares est particulièrement scrutée par les dirigeantes et dirigeants européens, alors que fin 2023, le *Naalakkarsuisut* (gouvernement groenlandais) et l'UE ont conclu un accord de partenariat sur les chaînes de valeur durables pour les matières premières (cf. bulletin n°11). **Le Groenland possède 25 des 34 matières premières que la Commission européenne considère comme essentielles** pour pouvoir produire, entre autres, des éoliennes et des voitures électriques. Soulignant l'échec de la Chine avec le Groenland à ce sujet, Margrethe Vestager, Commissaire européen à la Concurrence, considère que si des mesures incitatives européennes sont possibles « *ce sont les Groenlandais qui doivent décider en premier lieu de la manière dont ils souhaitent que ces ressources soient utilisées. Et il est absolument essentiel que ce soient les Groenlandais qui soient chargés de déterminer comment cela deviendra une réalité* » ([Altinget](#), 7 mai 2024). Au Danemark, le Parlement a voté un nouvel accord de défense à hauteur de 95 milliards de couronnes sur 2024-2033, lequel prévoit la création d'une brigade prête au combat de 6 000 soldats, l'acquisition d'une défense aérienne basée au sol et l'extension de la conscription à 11 mois ([Altinget](#), 1<sup>er</sup> mai 2024). Un accord séparé a également été conclu sur l'égalité totale dans la conscription ; les femmes pourront donc être obligées de faire leur service militaire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2027 ([Altinget](#), 30 avril 2024). Enfin, aux Nations Unis, Sara Olsvig, la porte-parole de l'Inuit Circumpolar Council, s'est inquiétée des conséquences de la diminution des contributions des États à l'ONU sur les droits des peuples autochtones ([Sermitsiaq](#), 3 mai 2024). L'an dernier, le rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, José Francisco Calí Tzay, avait dans son rapport dénoncé les discriminations subies par les Groenlandaises et les Groenlandais dans l'accès à leurs droits, ainsi que les politiques danoises particulièrement violentes (notamment la campagne de stérilisation des filles et des femmes dans les années 1960-70) (cf. bulletin n°9).

En **Islande**, une patrouille de l'OTAN aura lieu tout au long du mois de juin. Cette manœuvre a débuté par une patrouille de l'espace aérien qui aura lieu les deux premières semaines de juin avec l'arrivée d'un escadron américain de 120 hommes et quatre avions de combat F-15. Basés à Keflavík, ils seront accompagnés d'escadrons des pays de l'Alliance effectuant des patrouilles sous-marines. Des exercices d'approche sont également prévus du 3 au 17 juin depuis les aéroports d'Akureyri, dans le nord, et d'Egilsstaðir, dans l'est du pays ([Eye on the Arctic](#), 3 juin 2024). Pétur Ásgeirsson, Ambassadeur pour l'Arctique, a par ailleurs salué la diplomatie de la Norvège envers la Russie à l'occasion du premier anniversaire de la Présidence du Conseil de l'Arctique par Oslo ([High North News](#), 2 juin 2024).

---

## Norvège – Suède – Finlande – Russie

---

### Norvège : nouvelles restrictions pour les citoyens russes à la frontière terrestre

Dans un communiqué publié par le ministère de la Justice et de la Sécurité Publique, les autorités norvégiennes ont annoncé le renforcement des restrictions frontalières pour l'entrée des citoyens russes à partir du 29 mai 2024. Ainsi, l'entrée des citoyens russes sur le sol norvégien pour des motifs non essentiels, comme le tourisme, ne sera plus autorisée désormais. Le durcissement de telles mesures d'entrée sur le territoire norvégien traduit un alignement politique du pays avec ses alliés et partenaires dans la posture à adopter à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Le gouvernement norvégien a par ailleurs averti que les citoyens russes seront renvoyés s'ils tentent de traverser la frontière. Du côté russe, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a averti que de telles décisions ne resteraient pas sans réponse ([Communiqué du ministère de la Justice et de la Sécurité Publique du Royaume de Norvège](#), [thebarentsobserver](#), [Izvestia](#), 23 mai 2024).

### Nordiques : proposition pour établir un « mur de drones » le long de l'espace frontalier russe

Dans une logique d'intégration régionale des politiques sécuritaires de l'espace baltique et de la région de Barents, six pays frontaliers de la Russie (Estonie, Finlande, Lettonie, Lituanie, Norvège et Pologne) se sont accordés à renforcer leur coopération en matière d'application des mesures de sécurité. Ces pays de l'espace septentrional européen font face à des menaces similaires (cyberattaques, désinformation, instrumentalisation des migrations, sabotage des infrastructures critiques, etc.) dues « *aux efforts continus des régimes russe et biélorusse pour déstabiliser la sécurité intérieure et l'ordre public* ». Parmi les propositions pour renforcer leur protection, la Lituanie, par l'intermédiaire de sa ministre de l'Intérieur, Agnė Bilotaitė, a suggéré la création d'un « mur de drones » tout le long de la frontière avec la Russie et le Belarus, de la Pologne à la Norvège. Cependant, la Norvège a pris ses distances avec cette suggestion et rappelle que les défis peuvent être différents et tient ainsi à se distinguer de ses alliés ([Communiqué du ministère de l'Intérieur de Lituanie](#), 24 mai 2024 ; [thebarentsobserver](#), 27 mai 2024).

### Russie-Chine : visite du gouverneur de l'oblast d'Arkhangelsk à Dalian

À la veille de la visite du président russe V. Poutine en Chine, le gouverneur de l'oblast d'Arkhangelsk, Aleksandr Tsybul'sky, s'est rendu dans la ville portuaire de Dalian, province du Liaoning. Cette visite marque le renforcement des liens entre la puissance asiatique et les régions arctiques russes. En particulier, la rencontre entre le gouverneur russe et le maire de Dalian Chen Shaowang rappelle le développement constant des relations russo-chinoises au niveau régional dans les domaines économique et social. Les principaux sujets évoqués comprenaient la logistique, le développement portuaire, l'industrie forestière et le secteur de l'énergie. Dans une démarche qui vise l'ensemble des ports chinois, cette ville portuaire, située non loin de la Corée du Nord, apparaît pour la région d'Arkhangelsk comme un levier pour accroître le trafic maritime le long de la Route maritime du Nord (Messages du gouverneur de l'oblast d'Arkhangelsk sur *Telegram*, 15 mai 2024 (1), (2) ; [thebarentsobserver](#), 15 mai 2024).

### Norvège : vers une action en justice du Parlement Sámi contre le projet d'électrification de Melkøya ?

Dans le cadre de ses objectifs de décarbonation des systèmes de production des énergies fossiles, le gouvernement norvégien avait annoncé, au cours de l'automne 2023, le projet d'électrification du site de production de gaz naturel liquéfié de Melkøya, dans le Finnmark. Ce projet, décrit comme la mesure « *la plus grande pour réduire les gaz à effet de serre* » adoptée par le gouvernement, se trouve à présent confronté à une ferme opposition de la part du Parlement Sámi de Norvège. En effet, pour mener cette électrification, la construction d'infrastructures de système énergétique décarbonné à grande échelle est un prérequis. Au nombre de 26 jusqu'à présent, ces futures infrastructures dans le comté du Finnmark se composent de fermes éoliennes requérant de vastes zones dans le nord de la Norvège. Les représentants de la communauté Sámi dénoncent l'absence de transparence démocratique dans le processus de décision pour des projets qui ne tiennent

pas compte des pratiques culturelles, ni des activités commerciales, ni de l'usage de ces espaces par ces populations. À cet effet, le Parlement sámi de Norvège n'exclut pas de recourir à une action en justice afin de tenir compte de l'avis de la population autochtone. Dans une telle hypothèse, ce qui serait une première dans l'histoire, elle marquerait une rupture de confiance entre la communauté sámi et le gouvernement norvégien ([Communiqué du Parlement sámi de Norvège](#) ; [TV2](#), 15 mai 2024 ; [NRK](#) ; [The High North News](#), 16 mai 2024).

## Norvège : des entreprises se positionnent pour les minerais des fonds marins

Dans un communiqué publié le 29 avril 2024, la Direction norvégienne de l'offshore a invité les candidats à se manifester jusqu'au 21 mai pour obtenir les premières licences pour les missions d'exploration relatives aux activités minières dans les fonds marins. Compris dans un espace situé à l'ouest de l'archipel du Svalbard et à l'est de Jan Mayen, deux entreprises se seraient positionnées pour l'obtention de ces licences. D'une part, la société Loke, basée à Stavanger et soutenue par TechnipFMW, Wilhelmsen et le groupe Kongsberg, auraient candidaté sur un nombre substantiel de blocs sur des zones concentrées sur les croûtes polymétalliques, riches en terres rares et en cobalt. D'autre part, la société norvégienne Green Minerals s'est positionnée sur quatre zones, chacune d'elles comprenant plusieurs blocs. L'attribution de ces premières licences est attendue pour le printemps 2025, ce qui constituera la première étape vers une possible activité extractive des fonds marins, une fois démontrée sa compatibilité avec les considérations environnementales. La mesure des coûts d'investissement d'une telle entreprise est également un autre facteur décisif ([Communiqué du Norwegian Offshore Directorate](#), 2024 ; [Mining.com](#), 22 mai 2024).

## Exploitation prochaine de champs de pétrole à proximité des zones de banquise hivernale

Les compagnies pétrolières norvégiennes se préparent à forer dans l'extrême nord du champ contesté de Wisting. Les partenaires de licence sont AkerBP (35 %), Equinor (35 %), Petoro (20 %) et Inpex Idemitsu Norge (10 %). Le forage du puits devrait être lancé courant mai prochain et la plate-forme semi-submersible Scarabeo-8 devrait bientôt mettre le cap sur la zone. Wisting est située à environ 300 km au nord du continent norvégien et à seulement 50 km au sud de la lisière des glaces arctiques. Les partenaires de licence prévoient initialement de lancer la production sur le champ en 2028. Elle comprendrait une unité flottante de production et de stockage (FPSO) circulaire, un peu comme celle appliquée dans le projet Goliat. Equinor est opérateur du projet Wisting. L'entreprise publique norvégienne a obtenu le contrôle des ressources après l'acquisition des participations d'OMV, la société autrichienne qui a découvert le gisement ([The BarentsObserver.com](#), 8 mai 2024).

---

## États observateurs et Union européenne

---

### La relation russo-sud-coréenne en Arctique, du désengagement à l'attentisme ?

La Corée du Sud était engagée dans un partenariat étroit avec la Russie pour la mise en œuvre de la route maritime du Nord. Les Coréens avaient mis au service des Russes leur expertise en matière de GPS, de brise-glaces et plus largement, de toutes les technologies nécessitant des semi-conducteurs. Toutefois, cette coopération est aujourd'hui au point mort, avec la suspension des contrats industriels par Samsung et Daewoo. La Corée du Sud est également intéressée par le GNL produit à Yamal. Ne souhaitant plus dépendre exclusivement des hydrocarbures du Moyen-Orient, Séoul avait signé plusieurs contrats avec Moscou. Leader dans le domaine de la construction navale, en particulier dans celle des méthanières, la Corée du Sud et la Russie avaient établi un échange de bons procédés.

Néanmoins, cette coopération a pris fin à partir de 2022 avec la vague de sanctions prises contre la Russie et le rapprochement entre Pyongyang et Moscou. En effet, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, [Moscou a de plus renforcé ses liens avec Pyongyang \(Polar Journal, 5 mai 2024\)](#), défendant ainsi la Corée du Nord face aux sanctions internationales.



[Selon le chercheur Nima Khorrani, associé de recherche à l'Arctic Institute](#) (18 avril 2024), la Corée du Sud adopterait vis-à-vis de la Russie une position attentiste, tout en approfondissant sa relation industrielle, et notamment dans le domaine de la défense, avec la Finlande et la Suède.

## Nouvelles Consultations indo-norvégiennes

Les [11<sup>ème</sup> Consultations entre les ministères des Affaires étrangères indien et norvégien \(MAE, Inde\)](#) ont eu lieu le 14 mai dernier à Delhi. L'Inde a réaffirmé à cette occasion la qualité des échanges qui l'unit à la Norvège tout en exprimant le souhait de consolider toujours davantage la coopération entre les deux pays, en particulier dans la région arctique. Cette coopération touche principalement les domaines de l'environnement, des énergies renouvelables, du transport maritime, de la pêche et de l'espace.

Ces entrevues illustrent bien la politique arctique de l'Inde. Il s'agit d'une [politique multi-dimensionnelle \(Arctic Institute, 9 janvier 2024\)](#) qui s'appuie sur des intérêts scientifiques, économiques et environnementaux. Soucieuse de préserver son écosystème himalayen, l'Inde s'engage en matière de recherche polaire et sur le changement climatique, ce qui renforce également sa légitimité scientifique dans les arènes arctiques et polaires plus largement. La politique Arctique indienne est souvent jugée paradoxale. L'Inde s'intéresse de très près aux ressources et aux hydrocarbures de l'Arctique, tout en étudiant les impacts environnementaux des activités industrielles dans les régions polaires. L'Inde dispose d'une station scientifique dans le Svalbard, ainsi que de deux stations en Antarctique. Par l'étude de ces deux pôles, elle entend mieux comprendre l'écosystème himalayen, qu'elle considère comme le « Troisième Pôle », autre pilier qu'elle met en avant pour consolider sa légitimité polaire.

---

## Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

---

### Bilan d'un an de présidence norvégienne au Conseil de l'Arctique

En mai 2023, la Norvège a assumé la présidence du Conseil de l'Arctique dans une période marquée par une pause des réunions officielles. À mi-parcours de ce mandat de deux ans, Morten Høglund, président des hauts fonctionnaires arctiques (SAO), fait le point sur la situation actuelle et les réalisations de la présidence norvégienne dans une interview ([Conseil de l'Arctique, 16 mai 2024](#)). Il salue des progrès significatifs, notamment avec la reprise des réunions officielles des groupes de travail, même si les réunions au niveau politique restent suspendues.

Pour la dernière année de sa présidence, la Norvège prévoit la tenue d'une Conférence de la Jeunesse Arctique en janvier 2025, la première Conférence Internationale de Gestion des Urgences en Arctique en mars 2025 et une présence renforcée du Conseil de l'Arctique à des événements internationaux comme la COP29. La Norvège espère conclure son mandat par une transition réussie de la présidence au Royaume du Danemark au printemps 2025.

### Le Conseil économique de l'Arctique et le Forum des maires de l'Arctique renforcent leur partenariat

Deux organisations pan-arctiques, le Conseil économique de l'Arctique (CEA) et le Forum des maires de l'Arctique (FMA), ont signé un protocole d'accord le mardi 23 avril lors de l'Assemblée générale annuelle du CEA qui s'est tenue à Washington D.C ([Arctic Economic Council, Avril 2024](#)). Les deux organisations ont leur siège dans la capitale arctique de Tromsø, en Norvège. Le CEA fête cette année son 10<sup>ème</sup> anniversaire et le FMA a été créé il y a cinq ans. Le Forum des maires de l'Arctique représente les voix des élus aux niveaux municipal et communautaire dans tout l'Arctique. Aujourd'hui, le FMA compte 18 membres – dont aucun russe – et l'organisation est présidée par le maire de Tromsø, Gunnar Wilhelmsen. Le Conseil économique de l'Arctique est la seule organisation commerciale pan-arctique avec des représentants du secteur privé de plus de 10 pays. L'organisation suit la rotation de la présidence du Conseil de l'Arctique et son président actuel, Inger Johnsen, est responsable de la communication chez Troms Kraft, une entreprise norvégienne d'énergie renouvelable.

## Le forum Arctic Circle s'est tenu à Berlin début mai

Organisé par le ministère des Affaires étrangères allemand et l'Institut polaire allemand (Alfred Wegener Institute), le forum se tenait pour la première fois en Europe, après de nombreuses éditions en Asie. Les thèmes au programme étaient le changement climatique, les défis géopolitiques, la coopération internationale en recherche, les connaissances indigènes, les normes environnementales, la gouvernance et le transfert de connaissances entre la science et l'élaboration des politiques.

## Les frontières maritimes en Baltique modifiées par la Russie

La Russie a suscité l'alarme parmi les alliés de l'OTAN en proposant de redessiner unilatéralement sa frontière dans la mer Baltique avec la Finlande, Lituanie et Suède dans la région baltique ([NBC News, 23 mai 2024](#)).

Le projet de décret, qui visait à réviser la frontière maritime actuelle établie en 1985, a été publié puis retiré sans explication. Selon le projet de décret russe, il était question de mettre à jour les coordonnées utilisées pour mesurer la bande des eaux territoriales au large de sa côte continentale et de ses îles dans la mer Baltique datant de 1985. Les voisins de la Russie ont vivement réagi, dénonçant cette proposition comme une provocation délibérée visant à intimider les pays voisins. Le ministre lituanien des Affaires étrangères a alerté sur une escalade évidente et a appelé à une réponse ferme.

Malgré les déclarations russes visant à apaiser les tensions, la disparition subite du projet de décret reste mystérieuse, sans explication officielle de la part des autorités russes ([Politico, 22 mai 2024](#)).

---

## Questions militaires, industrielles et technologiques

---

### Pour un retour de l'*Arms Control* en Arctique ?

Après l'annexion de la Crimée et la guerre en Ukraine depuis février 2022, la « zone de paix » que souhaitait voir naître M. Gorbatchev lors de son discours de Mourmansk en 1987, s'est normalisée sur un plan sécuritaire et militaire. Michael Paul, dans [« Back to the Future of the Arctic, The Enduring Relevance of Arms Control »-SWP, 18 mai 2024](#) décrit un environnement stratégique où la rivalité entre l'OTAN et la Russie est tangible, et où la coopération accrue entre la Russie et la Chine laisse présager des risques d'escalade y compris dans la région.

Pour tenter de retrouver un climat de coopération propre à l'Arctique, Michael Paul préconise de préserver les dialogues informels afin de préparer ce que ce sera l'Arctique post-guerre en Ukraine. Les États doivent être conscients de la remilitarisation en cours dans l'Arctique mais des discussions de bonne foi peuvent réussir à l'encadrer, afin de prévenir tout escalade involontaire : il s'agit d'un retour des principes de l'*Arms Control* utilisés pendant la Guerre froide. Le meilleur moyen de retrouver une forme d'exceptionnalisme arctique serait de restaurer la confiance entre les États membres du Conseil, en favorisant la transparence en matière de sécurité et le dialogue. Le chercheur identifie deux domaines de rétablissement de la confiance entre l'OTAN et la Russie : un accord sur les incidents en mer, pour prévenir une escalade non intentionnelle, à l'image de l'INCSEA conclu en 1972 entre la Russie et les États-Unis, et la récupération des différents types de déchets nucléaires en mer de Barents notamment.

### Sanctions occidentales contre la production de GNL en Russie : un impact sur les exportations russes ?

Fin avril 2024, les États-Unis ont adopté [une nouvelle vague de sanctions économiques](#) (voir également la rubrique maritime dans ce bulletin) à l'égard de la Russie. Les États-Unis ont notamment [augmenté les sanctions qui visent la production de gaz naturel liquéfié \(GNL \(rcinet.ca\)\)](#) en Arctique. La Russie elle-même n'exclut pas que les sanctions américaines fassent stagner ses exportations de GNL et entravent son projet Arctic-LNG 2. Le ministère de l'Économie russe a dressé [trois scénarios](#) quant aux impacts des sanctions. Selon un scénario optimiste, la production de GNL augmenterait de 33,3 millions



de tonnes en 2023 à près de 57 en 2027. Selon un scénario conservateur, la production de GNL stagnerait à 38,6 millions de tonnes en 2025-2027. Le dernier scénario qualifié de « stress » n'a pas été rendu public.

Face au soutien de la Chine à la Russie, la Maison blanche a également sanctionné des entreprises chinoises. Ce sont principalement des entreprises du secteur militaro-industriel qui font l'objet des sanctions. Début mai, le Canada a ouvert une enquête quant à des actions d'ingérences chinoises lors des dernières élections fédérales (2019 et 2021). Selon plusieurs rapports gouvernementaux, la Chine serait [la principale source d'ingérence au Canada](#).

Des entreprises d'autres pays ont également été visées par les mesures américaines ; azerbaïdjanaises, belges, slovaques, turques et émiraties.

### **Un projet suédois de câble sous-marin de fibre optique suivant la route transpolaire**

Un projet de câble sous-marin de fibre optique emprunterait la route maritime la plus courte entre l'Europe et l'Asie, passant par les eaux internationales, contrairement aux connexions actuelles qui traversent les eaux littorales et d'éventuelles zones de tension. Le câble serait en outre équipé de capteurs intelligents pour assurer sa protection, car les navires en approche pourront être détectés grâce au bruit sous-marin. Le Secrétariat suédois de recherche polaire a établi qu'au moins trois brise-glaces sont nécessaires pour le projet : le brise-glace suédois *Oden*, un autre brise-glace — comme le *Fennica* ou le *Nordica* finlandais — réaménagé en navire poseur de câbles, et un brise-glace lourd pour affronter la glace de mer arctique. Comme de tels navires ne sont pas disponibles sur le marché, il faudrait construire un nouveau brise-glace lourd de recherche polaire, doté d'une classe PC2 ([AkerArctic.fi](#) ; 6 mai 2024)

### **Vers une filière de captation et séquestration du carbone en Islande ?**

Pionnière dans la capture du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère et de son stockage, Climeworks, une start-up suisse, a entrepris de construire [un second site de capture et d'enfouissement de CO<sub>2</sub> en Islande](#). Baptisé Mammoth, cette nouvelle usine sera dix fois plus performante que celle d'Orca. Cette dernière, ouverte en septembre 2021, avait une capacité de 4 000 tonnes de CO<sub>2</sub> par an. Avec Climeworks, ce sont 36 000 tonnes de CO<sub>2</sub> supplémentaires qui seront capturées chaque année. Cet objectif devrait être atteint courant 2025 : 72 conteneurs de ventilateurs capteront alors le CO<sub>2</sub> avant qu'il soit enfoui à plusieurs centaines de mètres sous terre. À l'échelle mondiale, de telles quantités de CO<sub>2</sub> sont infimes, et le GIEC a montré les limites du recours à la géo-ingénierie pour limiter la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, mais Climeworks cherche également à s'implanter aux États-Unis, au Canada, en Norvège, à Oman et au Kenya.

Plus grand site de [Climeworks](#), Mammoth utilise la chaleur du sol volcanique islandais pour subvenir à la consommation énergétique du site.

---

## **Publications des Instituts de recherche**

---

### **Chine-Russie : alliés ou partenaires opportunistes en Arctique ?**

La Chine et la Russie sont régulièrement présentées comme des alliés aux convergences multiples dans les médias. La situation en Arctique montre cependant que Beijing et Moscou sont davantage des partenaires de circonstance que de réels alliés, selon la thèse présentée par la chercheuse Elizabeth Buchanan dans un article intitulé « [Why Russia and China Won't Go the Distance in the High North](#) » ([RUSI, 8 mai 2024](#)).

La Chine cherche ainsi à multiplier ses sources d'approvisionnement en énergie pour réduire d'éventuelles dépendances géopolitiques ou de routes d'approvisionnement. La Chine détient 30% des actions dans le projet Yamal-LNG et 20% dans Arctic-LNG 2, ce qui fait d'elle un actionnaire important (mais non majoritaire) de ces projets. Conformément au projet des Nouvelles Routes de la soie, Pékin suit l'ouverture de la Route Maritime du Nord (ou Passage du Nord-Est). En 2013, le

premier porte-conteneurs à transiter par le Passage du Nord-Est était chinois. En outre, la Chine se positionne scientifiquement par des stations de recherche, comme en Islande ou au Svalbard. Cet investissement traduit le fait que la Chine ne mise pas uniquement sur la Russie pour s'implanter en Arctique. En effet, Pékin coopère activement avec d'autres pays arctiques pour établir des projets commerciaux, des plans d'investissement et des stratégies d'énergie douce (comme en Norvège, au Canada, en Islande ou au Groenland) malgré différents freins politiques nationaux au sein des pays arctiques non russes.

L'annexion de la Crimée, l'invasion de l'Ukraine et les sanctions ont poussé Moscou à rechercher des financements auprès de Beijing. Selon la chercheuse, la Russie œuvrerait en Arctique pour maintenir une stabilité régionale, que ce soit sur son territoire national ou avec ses voisins de l'OTAN. En effet, la Russie n'aurait rien à gagner d'un conflit généralisé dans l'Arctique, qui tuerait dans l'œuf son projet de Route Maritime du Nord. De plus, la Russie doit être en mesure de fournir un approvisionnement énergétique fiable et sans entrave depuis ses régions arctiques jusqu'aux pays importateurs, qu'ils soient asiatiques ou européens.

Ainsi, la relation qui unit la Russie et la Chine est davantage une symbiose de circonstances fondée sur une réalpolitik commerciale (investissements vs énergie, transactions commerciales, projets industriels...). Des lignes de faille existent (non-reconnaissance par la Chine de l'annexion de la Crimée, non-alignement russe dans les tensions sino-indiennes...) qui pourraient remettre en cause cette approche gagnant-gagnant. Elizabeth Buchanan évoque même une nouvelle menace pour la sécurité de l'Arctique : des tensions ou même « un conflit » entre la Russie et la Chine en Arctique.

### **La recherche scientifique à Ny-Ålesund : trois façons de l'envisager, trois façons de l'encadrer**

Ny-Ålesund est une ancienne ville minière, dans l'archipel du Svalbard, sous souveraineté norvégienne. Transformée en cité de recherche, Ny-Ålesund accueille des chercheurs en provenance de 18 institutions issues 11 pays. Oslo aime à souligner le caractère international de cette base. Toutefois, dans une région au cœur d'enjeux et de tensions croissants, le gouvernement norvégien a dressé une série de réglementations encadrant de manière stricte les recherches scientifiques du Svalbard. En 2016, cette tendance s'est concrétisée avec l'annonce d'un renforcement de la « *host role policy* » par le gouvernement norvégien entraînant alors des différends avec plusieurs États présents à Ny-Ålesund. Tiril Vole Hansen, dans « [Geopolitics, diplomate, or idealistic research? Framing the research community in Ny-Ålesund](#) », distingue trois façons dont les États envisagent et considèrent la recherche au Svalbard.

La recherche peut être menée pour des raisons géopolitiques, scientifiques (idéalistes) ou diplomatiques. Ainsi, dans son article, Tiril Vold Hansen affirme que les travaux scientifiques de Ny-Ålesund sont menés : pour tenter de répondre à des problématiques mondiales comme le dérèglement climatique (cadre idéaliste de la recherche) ; pour servir les ambitions de diplomatie scientifiques en établissant des agendas scientifiques internationaux (cadre diplomatique) ; pour assurer aux États contributeurs une présence dans l'Arctique (cadre géopolitique).

Le gouvernement norvégien a envisagé ce triptyque et a ainsi adapté sa « *host role policy* » aux trois aspects de la recherche à Ny-Ålesund. Promouvoir la recherche, établir un ordre du jour scientifique international, accueillir les délégations diplomatiques internationales tout en rappelant que le Svalbard demeure bel et bien norvégien.

Cet article illustre la frontière floue qui sépare science et géopolitique de manière générale en Arctique.

Notons enfin que la station russe à Longyearbyen, située à quelques dizaines de mètres de l'Université du Svalbard (UNIS), a mis en service une enseigne lumineuse rouge cet hiver 2023-2024. Le message, « **Visit Svalbard. Barentsburg. Pyramiden** » incite ainsi à utiliser les villes minières russes au Svalbard, même désaffectée pour Pyramiden, pour l'accueil de touristes. Une prochaine étape pourrait consister à transformer certaines parties de ces villes en station de recherche pour des scientifiques, ce qui serait également très mal perçu par la Norvège.

### **Considération des communautés sámi en Suède et en Finlande**

Le 29 avril dernier, un rapport traitant des crimes haineux perpétrés contre le peuple sámi a été publié par le Conseil national suédois pour la prévention du crime. Ce rapport intitulé « [Hatbrott mot samer](#) » (« Crimes haineux contre les Sami », mai 2024) étudie les points communs et les différences avec les attaques jugées racistes menées contre les sámi et celles contre les autres minorités en général.

L'attaque la plus notable dont les Sámi sont victimes consiste en la chasse illégale des rennes sur les terres sámi. Ces actions sont souvent menées par des chasseurs particuliers, des agriculteurs ou de grands propriétaires fonciers qui refusent la cohabitation avec les rennes, pourtant cruciaux pour les populations sámi. Ces attaques – vandalisme, incendie de mangeoires de rennes, destruction de véhicules, abattage de rennes et parfois, meurtre des éleveurs – situées la plupart du temps dans des zones forestières reculées de Suède, ne sont pas vues par les autorités et demeurent ainsi non résolues, au bénéfice des chasseurs illégaux. Et lorsque des procédures judiciaires parviennent à être lancées, les sámi peuvent être soumis à des menaces ou subir une augmentation des incidents racistes.

De telles actions ne sont pas sans conséquences pour les communautés sámi dont de plus en plus de membres peuvent refuser de porter les habits traditionnels (jugés trop identifiables) ou de se revendiquer publiquement comme sámi.

Le rapport recommande une politique plus anticipatrice et proactive de la part de Stockholm afin que les sámi puissent davantage signaler les incidents de crimes haineux contre eux. Il recommande également la création d'une unité spécialisée dans les crimes haineux dans l'Arctique.

La Finlande doit elle aussi faire face à une détérioration des relations entre le gouvernement et les communautés sámi, selon [un rapport de la Commission Vérité et Réconciliation \(20 mai\)](#). Le rapport souligne également que, malgré l'image de défenseur des minorités acquise par l'État finlandais, ce dernier n'œuvre plus pour une parfaite intégration du peuple sámi par exemple lors de projets industriels dans le nord de la Finlande.

### Les nuages, amplificateur du réchauffement de l'arctique ?

Une étude récente menée par des scientifiques américains, suédois et norvégiens et publiée par l'institut de recherche PhysOrg, intitulée [« Demystifying the complex nature of arctic clouds »](#), contribue à décrire l'impact des nuages dans le réchauffement de l'Arctique. L'objectif est de comprendre les raisons pour lesquelles l'Arctique se réchauffe à un rythme bien plus soutenu que la moyenne mondiale. Les nuages pourraient être en partie à l'origine d'un tel phénomène. C'est un air froid et sec se déplaçant au-dessus des eaux océaniques chaudes, qui permet à l'océan d'émettre de grandes quantités de chaleur et d'humidité dans l'atmosphère. Dans le cadre de cet échange extrême d'énergie entre l'air et la mer, une vaste couche limite de nuages convectifs se forme, produisant parfois des dépressions polaires intenses semblables à des ouragans. Ces nuages sont de nature complexe, composés à la fois de glace et de liquide. Mais leur nature exacte, leurs conditions de formation et d'évolution demeurent incertaines. Ainsi, une campagne aérienne de deux mois dans un C-130 suédois a été menée par des scientifiques de trois pays arctiques. L'analyse des données est encore en cours.

---

## Trafic maritime – Sécurité maritime

---

Avec leur dernière série de **sanctions**, les États-Unis s'en prennent à l'**opérateur maritime singapourien Red Box**. Violeur notoire des sanctions occidentales, la société a continué à livrer des modules de gaz naturel liquéfié de la Chine vers la Russie tout au long de 2023 et jusqu'en 2024. Les nouvelles mesures visent également les navires travaillant pour le projet Vostok Oil de Rosneft. Quelques mois seulement après avoir bloqué les principaux transporteurs de GNL de classe glace Arc7, les États-Unis ont visé la capacité de Novatek à terminer le projet et à construire de futures usines de GNL. Les navires de transport lourd de Red Box, *Audax* et *Pugnax*, ont violé à plusieurs reprises les sanctions en livrant des modules préfabriqués de GNL de la Chine à la Russie ([HighNorthNews.com](#), 2 mai 2024 ; [gCaptain.com](#), 2 mai 2024 ; [Vz.ru](#), 3 mai 2024 ; [gCaptain.com](#), 6 mai 2024).



Un navire de transport lourd chinois transporte de nouveaux modules Arctic LNG 2 vers la Russie malgré les sanctions. Quelques jours seulement après que le **Département du Trésor américain a sanctionné 4 navires de transport lourd pour avoir transporté de la technologie GNL vers la Russie** (dont Red Box), un navire jusqu'à présent non sanctionné, le *Wei Xiao Tian Shi*, est en route vers Mourmansk. Le navire de 62 074 T transporte les deux premiers modules de GNL pour le 3<sup>ème</sup> train du projet Arctic LNG 2. Chaque ligne de production se compose de 14 modules assemblés au sommet d'une massive structure flottante en béton. Des déclarations antérieures suggéraient que le train 3 du projet Arctic LNG 2 pourrait être abandonné au profit du projet Mourmansk LNG. Novatek n'a pas encore pris de décision finale d'investissement pour Mourmansk LNG et le projet devrait produire au plus tôt en 2027 ([gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 10 mai 2024).



**Novatek pourrait recevoir au moins un pétrolier Arc7 construit au chantier naval de Zvezda d'ici la fin de l'année et un autre début 2025.** Pour accélérer leur réalisation, Novatek a envoyé jusqu'à 200 de ses ingénieurs et installateurs au chantier naval d'Extrême-Orient. Selon les analystes, la livraison de 2 pétroliers permettra d'exporter plus de 2 MT de GNL par an du projet Arctic LNG2, mais des incertitudes subsistent quant au calendrier d'achèvement des 13 pétroliers restants à Zvezda. Au total, Novatek avait engagé 21 pétroliers de

classe glace Arc7 pour exporter le GNL du projet Arctic LNG2. Le chantier naval de Zvezda devait construire 15 pétroliers, les 5 premiers devaient déjà être livrés à Novatek, mais les dates de livraison ont été reportées à plusieurs reprises. Zvezda a rapporté que les 3 premiers tankers, *Alexey Kosygin*, *Pyotr Stolypin* et *Sergei Witte* avaient été lancés. Cependant, le français GTT (fournisseur des cuves de confinement), après avoir suspendu ses activités en Russie début 2023, a déclaré avoir achevé l'équipement technologique sur seulement 2 tankers. Les 5 autres sont construits par le chantier coréen Hanwha Ocean (Ex. DSME), 3 sont déjà achevés mais non transférables aux commanditaires (Sovcomflot et MOL) en raison des sanctions américaines. À cause des sanctions sur les matériels essentiels à la construction de ces méthaniers brise-glaces, Novatek a décidé de développer son propre projet 10070M tanker glace Arc8. Le bureau d'étude Krylov chargé de son développement souligne que les technologies russes sont loin d'être abouties, notamment la propulsion et les cuves de GNL. Les options seraient de concevoir des tankers propulsés avec une chaudière à gaz couplée à une installation de turbine à vapeur ou turbines à gaz, technologie que les Russes maîtrisent avec la propulsion nucléaire. Les cuves seraient de [type B](#) plus facile à intégrer dans la coque. Le point le plus critique est la disponibilité des chantiers capables de construire ces tankers. Le seul à être en mesure de porter ce projet est le chantier Zvezda, mais son carnet de commande est déjà plein. L'autre option, la plus rapide et la plus économique, serait de bénéficier du soutien des chantiers chinois ou indiens, mais l'application des sanctions occidentales rend cette option risquée. La volonté du président Poutine est de développer un nouveau chantier naval ([Kommersant.ru](https://kommersant.ru), 29 mai 2024 ; [Tass.ru](https://tass.ru), 15 mai 2024 ; [Korabel.ru](https://korabel.ru), 1<sup>er</sup> mars 2024 ; [Korabel.ru](https://korabel.ru), 14 mars 2024 ; [Neftegaz.ru](https://neftegaz.ru), 20 mai 2024 ; [Neftegaz.ru](https://neftegaz.ru), 29 mai 2024)

Novatek a de nouveau modifié la composition des équipements clés pour **l'alimentation électrique de l'usine Arctic LNG2** en construction. Au lieu d'acheter des machines à la société chinoise Harbin Guanghan Gas Turbine CGT, qui pourrait ne pas respecter les délais, l'entreprise a commandé 3 unités GTE-170 à l'entreprise russe [Power Machines](https://www.powermachines.com) pour alimenter la deuxième ligne de l'usine. Cependant, les GTE-170 sont moins maniables, ce qui crée plus de risques lorsqu'ils fonctionnent dans des systèmes électriques isolés, préviennent les analystes ([Kommersant.ru](https://kommersant.ru), 13 mai 2024, [Pro-Arctic.ru](https://pro-arctic.ru), 13 mai 2024 ; [EnergyIntel.ru](https://energyintel.ru), 14 mai 2024 ; [TheBarentsObserver.com](https://thebarentsobserver.com), 15 mai 2024)

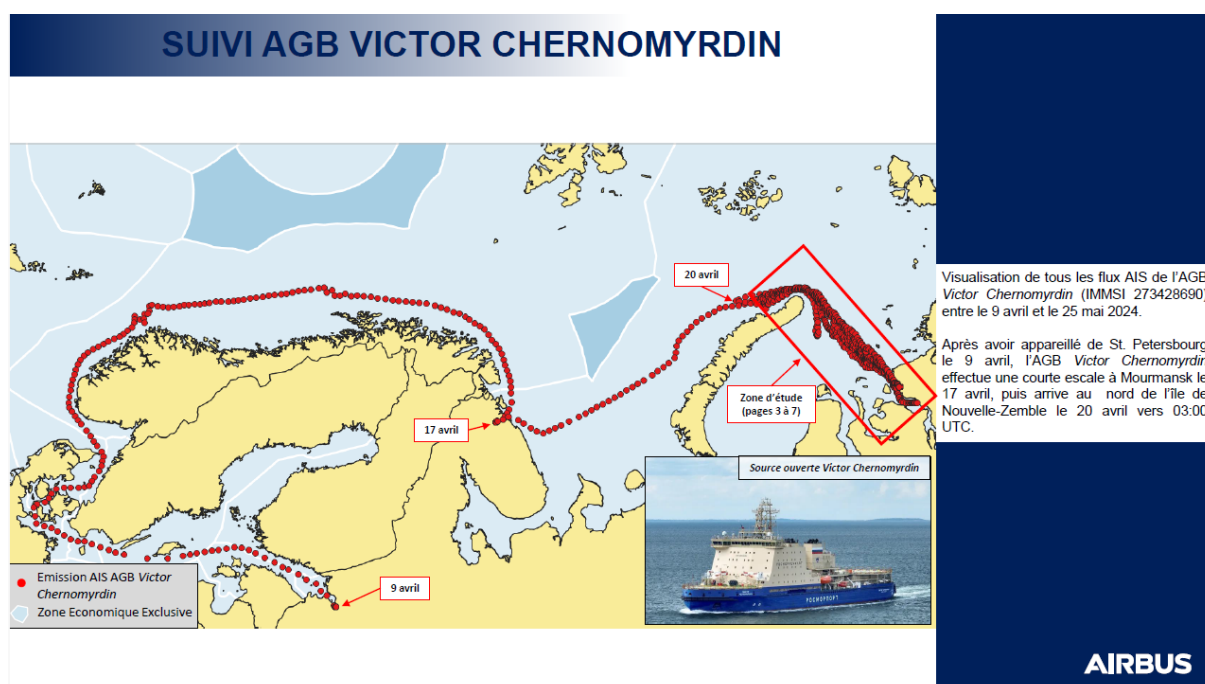
Le **14<sup>ème</sup> paquet de sanctions de l'UE est en préparation depuis février 2024**. L'UE n'envisage pas d'interdire complètement les importations de GNL en provenance de Russie. Il est proposé d'imposer des sanctions contre le projet Novatek Arctic LNG2 en construction et le futur projet Mourmansk LNG. L'UE a également l'intention d'introduire des restrictions contre les navires qui transportent du pétrole russe en contournant les sanctions de l'UE. Il serait interdit à ces navires d'entrer dans les ports de l'UE. L'interdiction de l'utilisation des ports européens pour la réexportation de GNL destiné à des pays tiers [est également en discussion](#). Cela signifie la possibilité d'une interdiction du transbordement du GNL russe dans les ports de l'UE, principalement à Zeebrugge, où Novatek transborde du GNL sur des navires conventionnels à partir de ses tankers de classe glace ([Neftegaz.ru](https://neftegaz.ru), 3 mai 2024 ; [HighNorthNews.com](https://highnorthnews.com), 8 mai 2024 ; [Actu-transport-logistique.fr](https://actu-transport-logistique.fr), 13 mai 2024 ; [gCaptain.com](https://gcaptain.com), 13 mai 2024 ; [HighNorthNews.com](https://highnorthnews.com), 15 mai 2024 ; [ArcticToday.com](https://arctictoday.com), 15 mai 2024 ; [Kommersant.ru](https://kommersant.ru), 15 mai 2024).

Sitronics Space a augmenté le **nombre de satellites en orbite pour le suivi AIS des navires**. Parmi les satellites lancés : 2 satellites de télédétection terrestre (ERS) Zorkiy-2M et 4 satellites du système d'identification automatique (AIS) SITRO-AIS pour le suivi des navires en mer. Actuellement, 28 satellites spécialisés fonctionnent déjà dans la constellation SITRO-AIS. De plus, tous les satellites Zorkiy-2M sont pourvus d'équipements de réception AIS. Cette constellation en place devrait permettre à la Russie d'avoir une autonomie de suivi de navires en Arctique ([Korabel.ru](http://Korabel.ru), 17 mai 2024 ; [Korabel.ru](http://Korabel.ru), 18 mai 2024).

**Le changement climatique et les troubles en mer Rouge stimuleront le transport maritime dans l'Arctique.** Les eaux de la route maritime du Nord de la Russie – un raccourci saisonnier entre l'Europe et l'Asie – devraient accueillir cet été un trafic de transit record. L'administrateur de la route, Rosatom, a déjà délivré près de 200 permis aux navires souhaitant emprunter une partie ou la totalité de la route. La majorité sont des navires battant pavillon russe qui livrent des fournitures en Sibérie occidentale pour les projets Arctic LNG2 et Vostock. Mais un nombre croissant de méthaniers, de pétroliers et de porte-conteneurs battant pavillon étranger devraient traverser la région cet été. Jusqu'à présent, Rosatom a délivré des permis à 8 méthaniers sans coque Glace cherchant à fournir des services au projet Arctic LNG2 de Novatek. Les navires hors classe glace *Seapeak Yamal*, LNG *Dubhe*, LNG *Megrez*, LNG *Phecda* et LNG *Merak* ont tous reçu l'autorisation d'opérer de manière indépendante dans les eaux libres de glace entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 octobre 2024 et dans des conditions de glace légère avec une escorte d'un brise-glace. Les autorités russes misent sur l'instabilité persistante en mer Rouge pour séduire d'autres opérateurs de niche qui pourraient opter pour des détours saisonniers via l'Arctique ([gCaptain.com](http://gCaptain.com), 20 mai 2024 ; [gCaptain.com](http://gCaptain.com), 23 mai 2024).

Le rapport [Masterplan Destinasjon Svalbard mot 2030](#) établit une **norme en matière de développement touristique responsable au Svalbard** sous les auspices des acteurs locaux. Il stipule que les opérations liées aux croisières doivent adhérer aux mêmes objectifs et principes de durabilité que le tourisme terrestre. Sur la base de ce rapport, Visit Svalbard et l'Institut de recherche de la Norvège occidentale ont développé une [analyse des limites de tolérance](#) pour l'île arctique. L'analyse souligne qu'une forte création de valeur locale et de faibles émissions de carbone doivent déterminer les navires prioritaires pour la destination touristique. Une loi semblable est en train de se mettre en place au Groenland à la suite de l'échouement dans l'Alpefjord en septembre 2023 de l'*Ocean Explorer* qui n'a heureusement pas fait de pollution. La nouvelle loi actuellement en consultation publique définirait trois zones de couleurs, vertes pour celles autorisées ; jaunes, sous conditions et rouges, interdites comme le parc naturel du Nord-Est de la côte du Groenland ([HighNorthNews.com](http://HighNorthNews.com), 16 mai 2024 ; [Po-larJurnal.ch](http://Po-larJurnal.ch), 29 mai 2024).

Pour la première fois, le puissant **brise-glace à propulsion diesel-électrique russe Victor Chernomyrdin** est allé escorter les cargos chargés d'approvisionner les chantiers de construction pétrolier Vostok Oil et charbonnier Arctic Energy en péninsule de Taïmyr. Le brise-glace est affecté normalement au déglacement des approches de la Baltique pour les ports russes de Kaliningrad et de Saint Pétersbourg.







**Figure 1 : Activité du brise-glace russe *Victor Chernomyrdin* (@Airbus Defense / space)**